

Au cœur de l'ensemble des réformes de l'enseignement du gouvernement P.S.-P.C.F.- RCV, l'offensive de la bourgeoisie pour la déqualification de la jeunesse et de la classe ouvrière

On ne peut juger des réformes du gouvernement PS PCF Radicaux Citoyens Verts d'après ce que celui ci en dit. Ainsi la loi Aubry qui vise à augmenter l'exploitation du travail est présentée frauduleusement comme une loi de diminution du temps de travail. Ainsi toutes les réformes que met en place ce gouvernement dans l'Enseignement sont présentés comme visant à accroître la qualification de la jeunesse, augmentation de la qualification qui serait rendue nécessaire par les « mutations technologiques » de la « nouvelle économie ». C'est ainsi par exemple, qu'il s'agirait de réhabiliter la voie technologique comme « voie d'excellence », etc. En réalité, c'est l'inverse. Ce qu'exige le maintien du mode de production capitaliste, c'est pour la grande majorité une déqualification massive, qui est d'ailleurs un des moyens d'une surexploitation maximum.

Cette réalité, le gouvernement tout comme les appareils traîtres qui dirigent les organisations ouvrières s'ingénient par tous les moyens à la camoufler. Les appareils syndicaux associés à toutes les réformes gouvernementales, lorsqu'ils font mine de les critiquer, leur reprochent de ne pas répondre de manière conséquente aux besoins de l'« économie », abstraction qui recouvre les intérêts de l'impérialisme français. Typique est par exemple l'Université Syndicaliste (revue du SNES – FSU) du 1 /12/99. Citant une note de la Direction de l'Animation de la recherche, des études et des statistiques, l'US écrit :

« Les extraits de cette note de la DARES montrent une profonde restructuration des emplois dans les 15 dernières années avec tendance à un déplacement vers le haut des qualifications, prépondérance des métiers du tertiaire, forte féminisation des emplois intermédiaire et de cadre... (ce que montre réellement la note en question est bien différent comme nous le montrerons ndlr) Ce mouvement de création- disparition d'emplois a été facilité par l'évolution du système éducatif qui a anticipé les évolutions des contenus du travail (que l'appareil syndical se félicite de cette anticipation du mouvement de création – disparition d'emplois est en soi assez sidérant ndlr). N'est il pas préoccupant de constater aujourd'hui qu'au sein du système éducatif, le mouvement d'élévation de la formation est en train de s'inverser, alors que le déplacement vers le haut des contenus d'emploi est plutôt appelé à s'accélérer, Des pénuries de qualification apparaissent dans les métiers de l'informatique par exemple. »

En somme , pour les rédacteurs de l'US, l'avenir du système capitaliste est radieux. Il promet à la jeunesse élévation générale du niveau de qualification. Il n'est qu'à lutter pour de « bonnes » réformes mettant le système éducatif au diapason de cet avenir radieux et tout ira bien. On comprend bien à quoi sert ce discours. D'abord à dissuader le prolétariat et la jeunesse de combattre pour en finir avec le système capitaliste puisqu'il est porteur de la réjouissante perspective d'un « déplacement vers le haut des qualifications » ; ensuite de justifier l'orientation de cogestion de l'appareil syndical dans la mise en œuvre de l'ensemble des réformes.

Il est indispensable pour l'activité militante des jeunes regroupés autour du bulletin « Révoltes » de démystifier ce discours réactionnaire et de montrer ce qu'il en est réellement des conséquences sur la qualification du travail du maintien du mode de production capitaliste. Et pour cela d'en revenir à l'analyse de Marx qui, comme on le verra n'a rien perdu de son actualité.

Comment Marx aborde la question de la qualification dans le Capital

Le moteur de la société capitaliste, c'est le profit. Mais comment le capitaliste peut il réaliser son profit ? Comment le capitaliste peut il obtenir de la cession des marchandises produites dans son usine plus de valeur qu'il n'en a dépensé pour les produire permettant ainsi l'accumulation du capital ? Dans la valeur de la marchandise se trouve intégralement transférée la valeur de la matière d'œuvre, l'amortissement des machines et des bâtiments etc. Il n'y a ici aucune possibilité de profit. Le profit ne peut se réaliser que sur le dos du travailleur. La force de travail de l'ouvrier n'est pour le capitaliste, tout comme la matière d'œuvre qu'il a achetée, les machines qu'il s'est procurées, l'énergie qui se dépense dans le processus de la production qu'une marchandise. Et cette marchandise comme toute marchandise a une valeur déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire pour la produire. Autrement dit, pour que le travailleur puisse travailler il faut que le salaire qui lui est alloué lui permette, bon an, mal an de reproduire sa force de travail, c'est à dire de la maintenir en état, de faire quelques enfants qui constitueront la force

de travail de demain quand lui même sera usé ou mort. Mais si la force de travail n'est pour le capitaliste qu'une marchandise ; elle n'en est pas moins une marchandise singulière : à savoir qu'elle a cette merveilleuse aptitude de produire plus de valeur qu'elle n'en dépense pour sa propre (re) production. En clair « *qu'il faille une demi journée de travail pour maintenir le travailleur en vie pendant 24 heures ne l'empêche aucunement de travailler pendant une journée entière.* » Capital I -5 Procès de travail Procès de valorisation (Edition PUF)

Qu'il ne puisse en dernière analyse y avoir profit sans exploitation du travail productif de l'ouvrier – ce qui signifie que l'ouvrier travaille une partie de son temps gratuitement pour le patron – a une conséquence immédiate. L'augmentation du taux d'exploitation (c'est à dire de la partie de la journée consacrée au travail gratuit pour le patron par rapport à la partie de la journée qu'il consacre à produire l'équivalent en terme de valeur de ce qui lui sera indispensable pour survivre) implique de la part du capitaliste un combat permanent pour diminuer la valeur de la force de travail. Or il est indispensable de préciser ici ce qui détermine la valeur de la force de travail : il faut en effet ajouter à ce que nous avons dit plus haut (la valeur de la force de travail, c'est l'équivalent des marchandises qui lui sont indispensables pour vivre, lui et sa famille) le temps de formation :

« Si l'on veut modifier la nature humaine générale de telle sorte qu'elle acquière habileté et savoir faire dans une branche de travail déterminée, qu'elle devienne une force de travail spécifique, il faut une formation ou une éducation déterminée qui, à son tour, coûte une somme plus ou moins grande d'équivalents marchandises. Selon le caractère plus ou moins médiatisé de la force de travail, les coûts de formation sont différents. Ces frais d'apprentissage qui tendent vers l'infinitement petit pour la force de travail ordinaire, entrent donc dans la sphère des valeurs dépensées pour sa production. » (Capital I - 4)

C'est ce temps de formation qui détermine la qualification du travailleur. De cela se tire une première conclusion : les exigences de la production capitaliste peuvent rendre nécessaire à tel ou tel moment qu'une proportion plus ou moins importante de travailleurs soit plus ou moins qualifiée. Mais pour le capitaliste, il n'y aura jamais là qu'une regrettable nécessité dont il s'émancipera dans toute la mesure du possible. Puisque la qualification signifie pour lui augmentation de la valeur de la force de travail, alors que tous ses efforts par ailleurs visent à la diminution de la dite valeur, la tendance permanente inhérente au mode de production capitaliste est une tendance à la déqualification du travail (1).

C'est toujours à l'aune de la réalisation du profit, que se mesure pour le capitaliste l'intérêt de « moderniser » l'appareil de production, c'est à dire notamment d'introduire dans le processus de production de nouvelles machines. C'était vrai au moment où Marx écrivait Le Capital, étudiant l'introduction du machinisme dans la grande industrie ; c'est encore vrai dans la période récente s'agissant de l'introduction dans la production industrielle des machines cybernétiques (robots, machines à commande numériques, etc.).

Toute la question est de savoir si l'introduction de telles machines permet de diminuer les coûts de production ou pas. En clair, est-ce que le coût des machines ainsi introduites (c'est-à-dire leur amortissement) est moindre que le coût de la force de travail qui sera par l'introduction des dites machines économisée ? En plus clair encore combien l'introduction de machines nouvelles dans le processus de fabrication permettra de supprimer de postes de travail et donc de licencier ? Ce simple raisonnement – enfantin – montre le degré de soumission à la bourgeoisie des « théoriciens » qui, y compris dans les appareils du mouvement ouvrier, nous expliquent que dans le système capitaliste, le progrès technique pourrait être créateur d'emplois. Bien au contraire, à l'échelle sociale, les innovations techniques ne peuvent intéresser les capitalistes ... que si elles permettent d'en supprimer.

C'est là ce que Marx avait déjà parfaitement établi dans le Capital :

« La productivité de la machine se mesure donc au degré dans lequel elle remplace la force de travail humain. » (Capital I 13). Et encore, Marx note qu' « aussitôt que la machinerie est employé de façon capitaliste (...) il y a deux choses à distinguer. Premièrement, les nouvelles conditions de travail dans lesquelles le travailleur se trouve placé et qui permettent au capitaliste de prolonger violemment le temps de travail. Deuxièmement, les motifs qui déterminent le capital à une telle opération. Pour la première d'abord, la forme transformée du travail qui reporte sur la machine toute la fatigue ainsi que l'habileté. La première raison fait que la prolongation ne se heurte pas à une impossibilité physique... ».

Et aujourd'hui, les journées de 10 heures, 12 heures ne sont pas rares : il en va ainsi, par exemple pour les équipes V.S.D (Vendredi- Samedi- Dimanche) dans l'industrie.

« ... sur la deuxième, on brise l'opposition de l'ouvrier à qui sa virtuosité, encore prédominante dans la manufacture, mais maintenant brisée, ne permet plus de se dresser sur ses ergots, mais permet au contraire au

capital de remplacer les ouvriers qualifiés par des ouvriers non qualifiés et donc plus soumis à son contrôle. »
Manuscrits 1861-1863 (Editions Sociales page 348)

Dans le système capitaliste, l'introduction du machinisme ne peut donc signifier rien d'autre que chômage, paupérisation, déqualification :

« Dans la manufacture et dans l'artisanat, l'ouvrier se sert de l'outil, dans la fabrique, il sert la machine. Dans le premier cas, c'est de lui que procède le mouvement du moyen de travail ; dans le second, il doit suivre le mouvement des moyens de travail. Dans la manufacture, les ouvriers sont les membres d'un mécanisme vivant. Dans la fabrique, il existe, indépendamment d'eux, un mécanisme mort auquel on les incorpore comme des appendices vivants. » (Capital I-13) et de citer l'avertissement d'un comité patronal de Manchester aux ouvriers :

« Il serait bon que les ouvriers des fabriques se souviennent que leur travail n'est en fait qu'une très basse espèce de travail qualifié ; qu'aucun travail n'est plus facile à apprendre et n'est mieux payé pour sa qualité, qu'aucun travail ne peut être appris en si peu de temps en donnant d'aussi brèves instructions à des gens qui ont aussi peu d'expérience. Bref qu'on peut regorger de remplaçants. »

Ainsi l'introduction du machinisme en système capitaliste signifie en même temps chômage, déqualification, baisse des salaires :

« Dès que le guidage de l'outil échoit à la machine, la valeur d'échange de la force de travail s'éteint en même temps que sa valeur d'usage. Le travailleur devient invendable comme un papier monnaie qui n'a plus cours. La partie de la classe ouvrière que la machinerie transforme ainsi en population superflue, (...) submerge le marché du travail et fait tomber, par conséquent, au dessous de sa valeur le prix de la force de travail. »

Automatisation, robotique et qualification

Tout cela est bel et bon , nous dira-t-on. Mais aujourd'hui, il n'en va plus ainsi. Le machinisme classique, la fabrication en série qu'elle permettait, l' « organisation scientifique du travail » (le taylorisme) à laquelle elle aboutissait dans le système capitaliste conduisait bien à la déqualification. Mais aujourd'hui, il en va autrement. La nouvelle technologie, celle des microprocesseurs en particulier exige au contraire une qualification nouvelle des travailleurs. Une nouvelle ère du capitalisme serait devant nous, celle de la « nouvelle économie ». Remarquons cependant que ce discours sur le « nouvel âge du capitalisme » est tenu , en particulier par les théoriciens du Parti Communiste Français depuis...largement 30 ans (ainsi d'ailleurs que par les dirigeants de la LCR et Ernest Mandel). Ainsi Boccara, Lojkine, déjà et toujours idéologues du PCF écrivaient en 1971 : *« En se substituant au mode de production féodal, le capitalisme n'a pas seulement introduit une spécialisation très poussée du travail, il a réduit la grande masse des ouvriers à ne fournir qu'un travail simplifié, répétitif, parcellisé. L'activité intellectuelle et scientifique a été séparée et isolé du travail manuel. Avec le progrès actuel des techniques, avec le développement du travail complexe dans l'industrie et la croissance du nombre de travailleurs non manuels, il devient plus difficile de séparer activité manuelle et activité intellectuelle. L'essor des forces productives donne, en effet, à notre époque, de plus en plus d'importance au travail intellectuel, tout en renforçant – contradictoirement dans les conditions du capitalisme monopoliste d'Etat – la mécanisation et le caractère parcellaire de l'activité productive dans son ensemble. »* (...) *« Ainsi, dans son principe, la machine automatique permet la suppression du travail manuel parcellisé. Cela donne une base réelle au rapprochement entre travail manuel et travail intellectuel, et d'une façon différente de ce qui se produisait jusqu'à présent. Le travail physique et l'initiative technique pourront coexister dans les mêmes phases de production. Celui qui fait fonctionner les machines n'est plus leur simple utilisateur manuel ; il travaille à concevoir leur application. »* Traité marxiste d'Economie politique – Le capitalisme monopoliste d'Etat cité par Eliard L' Ecole en miettes ? page 105

La confusion est ici savamment entretenue. Qu'existent aujourd'hui les moyens techniques de débarrasser l'humanité des tâches les plus harassantes et les plus répétitives de la production, nul n'en doute. Mais cette possibilité est strictement subordonnée ... à la destruction du système capitaliste fondé sur l'exploitation de la force de travail ; elle présuppose l'expropriation du capital. Quel a été le résultat, depuis 1971, dans le cadre du système capitaliste des progrès techniques évoqués par Boccara ? Prenons l'exemple de l'industrie automobile qui constitue probablement le secteur où le plus tôt et le plus vite a été introduite la robotique dans les chaînes de montage en particulier depuis le début des années 80 ? De manière différenciée, mais néanmoins générale, le résultat a été la suppression de dizaines et de dizaines de milliers d'emplois, emplois d'OS ou d'agents de production, certes, mais aussi d'emplois qualifiés

en masse. Voilà ce qu'écrivait déjà il y a plus de quinze ans Benjamin CORIAT (La Robotique Ed. Découvertes Maspero) :

« Au Mans, l'usinage des portes fusées R 9 s'effectue – à quantité de production égale – avec une diminution de personnel voisine de 40%. Dans une forge des Ardennes, l'automatisation a fait chuter les effectifs de 52 %. Ces chiffres, quelque impressionnants qu'ils soient, sont pourtant corroborés par ceux fournis par la firme Hitachi. A partir d'une enquête effectuée dans 106 ateliers, Hitachi affirme que les réductions d'effectifs s'échelonnent entre 40 et 70 % suivant le type de fonctions envisagés. » et le même dresse la liste des qualifications appelées à reculer avec la systématisation de la robotique :

« Ouvriers spécialisés, Manœuvre, Employés non qualifiés du magasinage » mais aussi *« Employés qualifiés du magasinage et de la manutention, Conducteurs d'appareil de levage, Encadrement du magasinage et de la manutention, Agents de maîtrise, ouvriers chimistes qualifiés, ouvriers qualifiés du travail du verre, ouvriers qualifiés de la fabrication du papier et du carton, ouvriers qualifiés du travail du cuir, ouvriers qualifiés de la transformation des matières plastiques, ouvriers qualifiés conducteurs de fours, ouvriers qualifiés dans les travaux de peinture industrielle, ouvriers qualifiés fondeurs, lamineurs à chaud, à froid et assimilés, ouvriers qualifiés du travail à chaud des pièces métalliques, soudeurs professionnels, personnel technique des services de gestion de la production, personnel assurant le contrôle des services de gestion de la production, techniciens spécialistes des essais, contrôle, laboratoire, spécialistes et techniciens de l'organisation du travail. »*

Cette – longue – liste le manifeste à l'évidence : la robotique fait sans doute disparaître nombre d'emplois non qualifiés (les anciens « OS » rebaptisés « agents de production »), mais aussi la plupart des emplois d'ouvriers qualifiés et hautement qualifiés de la phase précédente, et même certains emplois de techniciens et d'ingénieurs. Il faut compter toutes ces catégories dans les 7500 suppressions d'emploi prévues chez Michelin ou les 22000 prévues chez Nissan ! Si l'on s'intéressait à un secteur qui est beaucoup plus marqué par son passé « artisanal », le secteur du bâtiment, on ferait le même constat : il y a trop de menuisiers, trop de plâtriers, de charpentiers, mais aussi trop d'architectes par exemple du point de vue des besoins de la production capitaliste.

Qu'en est il des nouveaux métiers qui apparaissent comme résultat de l'introduction des « nouvelles technologies » ? Coriat indique :

« Il faut couper court à ces représentations mystificatrices. L'idée que le travail devient un simple travail de surveillance est fausse. Et ce pour plusieurs raisons :

- 1. La cadence, les rythmes de travail n'ont aucunement disparu. Les pièces à travailler continuent bel et bien de circuler entre les postes, et souvent, c'est même là un des objectifs explicitement visé par l'automatisation – à cadence accélérée .*
- 2. Les systèmes automatiques de travail sont incapables de prendre en charge (jusque dans les ateliers réputés les plus fortement automatisés) l'ensemble des tâches de circulation ou d'opération. Une grande partie d'entre elles restent des tâches manuelles, d'exécution à rythme rapide. »*

En clair, c'est à l'intensification du taux d'exploitation qu'on assiste avec le développement de la robotique, par l'augmentation des cadences. Faut-il pour autant nier l'existence de nouvelles tâches réclamant une grande qualification, en particulier pour tout ce qui relève des dépannages complexes des automates et des robots ? Ce serait évidemment stupide. Mais ce qui caractérise le plus souvent ce type de qualification, c'est son caractère très éphémère. Au bout de quelques années, les fréquentes modifications des techniques de production rendent cette qualification obsolète. La déqualification d'un informaticien s'opère 5 fois plus vite que ne s'est opérée la déqualification d'un métallurgiste à un stade antérieur . Or il est clair que lorsque nous cherchons à apprécier la plus ou moins grande qualification du travail, il faut intégrer comme un élément décisif la durée de vie d'une telle qualification, c'est à dire le temps durant lequel elle est monnayable par le travailleur. De cette réalité, les experts de la classe capitaliste, eux, en tout cas en tirent toutes les conclusions. Le leitmotiv selon lequel le travailleur doit être désormais prêt à changer très fréquemment de métier durant sa carrière professionnelle ne signifie rien d'autre que ceci : chaque travailleur doit s'attendre à subir la déqualification. Il lui appartient – à ses frais – d'acquérir une nouvelle « compétence » en cours de carrière pour que sa force de travail soit à nouveau « vendable » sur le marché du travail. De même, pour ce qui est de la validité des diplômes, il faut en finir avec l'idée d'une validité à vie des diplômes, et il faut explicitement limiter – par exemple à dix ans dans le rapport Attali – leur durée de validité.

Plus généralement, la bourgeoisie combat pour substituer aux qualifications (diplômes nationaux délivrés par l'enseignement public et reconnus par les conventions collectives nationales auxquelles correspond un niveau de salaire) qui sont un moyen de défense de la valeur de la force de travail et limitent à la fois l'exploitation capitaliste et la concurrence entre les salariés, les « compétences ». Comment se définissent les « compétences ? Le « savoir-être », le savoir faire, la capacité d' « autonomie », d' « anticipation », la polyvalence – qu'il faut bien distinguer de la polytechnicité, bref un ensemble de comportements, d'éléments relationnels et sociaux qui mesurent l'adhésion du travailleur aux valeurs de l'entreprise capitaliste. La conséquence en est la baisse de la valeur de la force de travail, la concurrence accrue entre salariés par l'individualisation des salaires, le salaire au mérite, à la tête du client.

Sphère de la production, sphère de la circulation

Il faut ajouter que la demande de personnel qualifié – dans la sphère de la production – demeure à la fois limitée en nombre, et conjoncturelle dans certains secteurs. Au début de cet article, nous avons cité la direction du SNES qui voit dans la demande d'informaticiens la preuve ultime de la tendance à l'augmentation des qualifications. Il faut être bien ignorant ou avoir de sérieuses raisons politiques de défendre l'ordre bourgeois pour se livrer à ce genre de mystification. Il y a encore quelques années, les informaticiens, comme les autres travailleurs subissaient largement le chômage, y compris à de hauts niveaux de qualification (ingénieurs). Le retournement de la tendance est essentiellement lié à des besoins conjoncturels (bogue de l'an 2000, passage à l'Euro notamment, mise en place d'Internet notamment). L'hypothèse la plus probable est celle d'un brutal changement de conjoncture dès que ces échéances seront passées.

Les idéologues du « nouvel ère du capitalisme », ère durant lequel la demande de qualification serait ascendante truquent l'analyse des chiffres pour appuyer leur thèse. Sur le million d'emplois de « cadres » créés depuis 1983-étiquette dont la rigueur scientifique est du reste douteuse - 956000 emplois relèvent du « tertiaire », c'est-à-dire sont créés en dehors de la sphère de la production. En clair, les nouvelles techniques de production ne créent pour ainsi dire aucun poste nouveau de « cadre ». Par contre se multiplient les fonctions de « cadres » qui interviennent non au niveau de la production de la plus value, mais au niveau de sa réalisation (cadres commerciaux notamment) , et aussi au niveau de ce que la terminologie statistique de la bourgeoisie appelle les « services » . Parmi ceux ci l'existence de certains et non des moindres est liée au combat du prolétariat : l'enseignement, la santé notamment. Or, aujourd'hui la classe bourgeoise vise à réduire de manière drastique les postes dans ces secteurs après avoir du concéder une certaine augmentation de ceux-ci dans la période antérieure (réductions de postes dans l'enseignement, fermetures de poste et de lits dans les hôpitaux).

La disparition massive de postes d'ouvriers non qualifiés (400 000) et l'augmentation durant la même période de postes d' « employés » ne signifient absolument pas une augmentation de la qualification. Un employé de commerce dans une grande surface n'est ni plus qualifié, ni moins exploité que ne l'est un agent de production dans une entreprise de la métallurgie ou de la chimie. Il n'y a rien à redire aux remarques que faisait déjà à l'époque à ce sujet le numéro de Révoltes sorti à l'occasion de la réforme Fouchet, il y a près de 35 ans :

« S'il est vrai qu'il y a de moins en moins de « manuels » et de plus en plus d'employés, ce phénomène s'accompagne du nivellement des conditions du manuel et de l'employé. »

Les mêmes statistiques montrent la disparition de 305000 emplois d'ouvriers qualifiés dans l'industrie et la construction, ce qui ne témoigne tout de même pas d'un impétueux courant d'augmentation de la qualification ! Ce que montrent réellement les chiffres pour la France sur la période 1983-1998, les chiffres récents le montrent tout aussi bien. Le gouvernement annonce à grand tapage une diminution du chômage mais Le Monde du 20/11/99 annonce : *« Cette embellie a sa part d'ombre : elle s'explique évidemment par l'amélioration de la conjoncture, mais aussi par la flexibilité croissante du marché du travail (intérim, contrats à durée déterminée). Il y a d'ailleurs un signe qui ne trompe pas. Alors qu'au cours des douze derniers mois l'industrie a perdu des emplois (- 45000) c'est le tertiaire (regroupant les services mais aussi l'interim) avec 257800 emplois créés qui a contribué le plus à gonfler les statistiques »*. Il faut ajouter que, notamment dans l'industrie, les intérimaires, contrats à durée déterminée, subissent à la fois la précarité de l'emploi, les salaires réduits et occupent des emplois largement en dessous de leur qualification. C'est aussi le cas des « emplois-jeunes »

L'argument ultime pour « démontrer » la tendance à l'augmentation de la qualification consiste à faire remarquer que les jeunes diplômés échappent plus aisément au chômage que les jeunes sans diplôme. C'est un sophisme

extraordinaire. Car le jeune diplômé trouve plus aisément du travail, mais quel travail ? Comment peut-il échapper à quiconque que la situation la plus fréquente est celle où des jeunes diplômés se trouvent en concurrence avec des non diplômés pour des emplois sans rapport avec leur diplôme ? La déqualification prend précisément la forme où la jeunesse est obligée pour vivre d'accepter un emploi sans rapport avec le diplôme. C'est du reste ce qu'il est aisé de vérifier lorsque l'on prend en compte le salaire moyen des diplômés trois ans après l'obtention du diplôme : 7000 f mensuels pour un titulaire d'un BTS ou DUT tertiaire (soit 1,27 SMIC), 7500f pour le titulaire d'un BTS ou DUT industriel (soit 1,36 SMIC), 9000 francs pour le titulaire d'une licence ou maîtrise de sciences exactes ou naturelles (soit 1,6 SMIC), avec pour ces derniers 13% de chômage trois ans après l'obtention du diplôme. La raison en est simple, saisissable à partir d'exemples concrets : ainsi, le titulaire BTS tertiaire sera en réalité vendeur en grande surface ou à la rigueur chef de rayon, le titulaire d'une licence de droit passera un concours de la Fonction Publique catégorie C etc. Pour voir dans cette situation une « *tendance à un déplacement vers le haut des qualifications* » comme les dirigeants du SNES, il faut avoir de bien solides attaches avec le système capitaliste. On peut dire au bout du compte que quinze ans après les conclusions que tiraient Eliard, paraphrasant Marx (L' Ecole en miettes)¹ restent valables :

« *L'automation, c'est essentiellement l'exécution d'un travail à l'aide d'un mécanisme intégré, travail, qui, auparavant, était exécuté par l'homme. Il s'agit d'un stade supplémentaire dans la transformation des rapports entre travail mort et travail vivant. Au stade du machinisme, l'habileté de la main de l'ouvrier est remplacée par la machine. Au stade de l'automation ce sont les capacités du cerveau humain qui sont remplacées par le système automatique.* »

Qualification et lutte des classes

La question de la qualification renvoie comme nous l'indique Marx dans le Capital à la valeur de la force de travail, c'est-à-dire à la quantité de marchandises qui doivent être dépensées pour que le futur travailleur acquière les aptitudes à exercer tel ou tel type de travail complexe (le coût de la formation), coût que la bourgeoisie tend en permanence à faire baisser comme nous l'avons vu. Mais Marx nous enseigne aussi à distinguer entre la valeur de la force de travail et le prix de la force de travail. Le prix de la force de travail peut être supérieur à sa valeur ou (plus souvent) inférieur. Cela dépend d'un certain nombre de facteurs, par exemple de la quantité de chômeurs (ou armée de réserve industrielle) qui exerce une pression à la baisse sur le prix de la force de travail, mais aussi de la lutte des classes, de ce que le prolétariat réussit à arracher par son combat. Ainsi Marx notait déjà que la déqualification du travail ouvrier lors du passage de la manufacture à la grande industrie ne s'était pas immédiatement traduite par la réduction du temps de formation . Les ouvriers défendirent en Angleterre le principe d'une période d' apprentissage de 7 ans – à laquelle se trouvait associée la valeur de la force de travail – alors même que les conditions de production dans la grande industrie faisaient qu'elle avait totalement cessé d'être nécessaire (Marx Le Capital I 12 Division du travail et Manufacture). De la même manière durant les trente glorieuses les travailleurs ont obtenu que soient intégrés dans les grilles de qualifications, des catégories (par exemple OSQ Ouvrier Spécialisé qualifié) qui permettaient d'obtenir un gain salarial, sans que la nature du travail effectué par l'ouvrier soit réellement modifiée quant à sa complexité.

Le combat séculaire du prolétariat est donc celui de la reconnaissance de la qualification et le refus que cette qualification soit remise en cause par les modifications du poste de travail effectivement occupé par le travailleur. En clair la classe ouvrière refuse que ses membres paient les conséquences de la déqualification réelle de leur travail suite aux transformations des techniques de production dans le cadre du mode de production capitaliste. Naturellement le combat pour la reconnaissance de la qualification est un combat pour la reconnaissance collective de cette qualification. C'est pourquoi il a pris la forme de la lutte pour les conventions collectives.

La reconnaissance de la qualification est effective si elle est nationale et si sa durée de validité persiste tout au long de l'existence du travailleur. C'est pourquoi elle est liée, particulièrement en France, à l'existence de diplômes nationaux juridiquement reconnus comme tels (ce qui suppose que le monopole de leur délivrance soit assuré par l'enseignement public). C'est là l'acquis que le prolétariat , dont le sort se trouve ainsi étroitement lié à celui de

¹ Michel Eliard L' Ecole en miettes ? PIE 1984 Eliard était en 1984 militant du PCI, alors que la direction du PCI, gangrenée par le révisionnisme soumettait l'organisation à l'appareil bourgeois de Force Ouvrière. Le livre d'Eliard est évidemment marqué par la dégenescence de l'organisation dont il était (ou est ?) membre. En même temps, il s'appuie sur nombre d'éléments d'analyse empruntés à la tradition révolutionnaire de l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste) . C'est pourquoi de nombreux éléments de son analyse restent corrects.

l'enseignement public, défend et doit défendre bec et ongles, tant il est vrai que la reconnaissance des qualifications par les conventions collectives constitue un élément décisif de limitation de l'exploitation de la force de travail. On comprend qu'à l'inverse la bourgeoisie et les gouvernements à sa solde – parmi lesquels bien entendu l'actuel gouvernement Jospin Gayssot Chevènement Voynet Zucarelli – n'ont cessé de combattre pour faire sauter ce verrou. Aucune des réformes du gouvernement n'est réellement compréhensible si on ne les saisit pas à travers cet enjeu fondamental de la lutte des classes.

Il faut d'abord limiter le coût social de formation pour la bourgeoisie par tous les moyens. Un de ces moyens le plus simple a toujours été de limiter l'accès aux études et de circonscrire cet accès aux besoins étroits de l'économie capitaliste. Il y quarante ans, un tel objectif était ouvertement affirmé par la bourgeoisie comme le révèle la brochure *Révoltes*² sorti à l'occasion de la réforme Fouchet. Le rapport Dreyfus de l'époque écrivait :

« Si l'on conserve le système actuel on assistera rapidement à une hypertrophie de l'enseignement général et au laminage des enseignements techniques et professionnels. Bien plus on assistera à une hypertrophie de l'enseignement supérieur mal adapté aux nouveaux besoins de la société. ».

La bourgeoisie a été contrainte depuis de camoufler cet objectif, qu'elle maintient cependant complètement. Toutes les réformes se présentaient jusqu'à il n'y pas si longtemps comme des réformes visant à améliorer la scolarisation, étendre l'accès aux études etc. Pour une part, ce discours répondait à la nécessité pour la bourgeoisie de camoufler ses buts confrontée qu'elle était à la puissance du mouvement de la jeunesse (telle qu'elle s'est exprimée dans le cadre de la grève générale en Mai Juin 1968 et plus récemment en 1986 face à la loi Devaquet qui avait ouvertement pour but de limiter l'accès à l'Université, y compris en instaurant une sélection financière des étudiants) ; d'autre part, il correspondait à l'utilisation par la bourgeoisie d'autres moyens pour atteindre les mêmes fins. A titre d'exemple, le slogan : *« 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat »* ne manifestait évidemment pas de la part des gouvernements bourgeois de l'époque, dans les années 80, une soudaine conversion au droit à la culture de la jeunesse, mais à une volonté de liquider le baccalauréat comme diplôme national garantissant un niveau réel d'instruction et donc des possibilités réelles de suivre des études universitaires. Le complément de ce mot d'ordre, c'était la remise en cause du baccalauréat comme premier diplôme universitaire, à travers la réduction des programmes, la lutte contre l'« encyclopédisme » etc.

Ajoutons d'ailleurs que l'objectif de limiter l'accès aux études de la jeunesse est ouvertement affirmée dans les documents que la bourgeoisie destine à ses propres membres. Il y a – dit le rapport du Commissariat général au Plan³ - trop de diplômés, trop de scolarisation en France. Il faut « former » ailleurs qu'à l'École :

« ...il faut instituer une pluralité de voies de formation et cesser de faire croire aux Français que lorsque 80% d'entre eux seront bacheliers tout sera résolu. (...) En l'an 2000, la France aura deux fois plus de diplômés de l'enseignement supérieur que l'Allemagne. Nous aurons une surabondance de diplômés et une insuffisance de compétence pour satisfaire le client-citoyen (sic !). Que faire des centaines de milliers de détenteurs d'assignats universitaires »(...) Nous sommes en train de fabriquer une bombe à retardement au cœur même de la société française. Le moment est venu d'expliquer aux Français que le diplôme ne garantit pas l'emploi et que l'on peut se former très efficacement ailleurs qu'à l'école. »

Dans le propos de Boissonnat, plusieurs soucis sont exprimés : d'une part, la bourgeoisie ne peut continuer à supporter à perte le coût des études de centaines de milliers d'étudiants qui vont acquérir une qualification dont la bourgeoisie n'a absolument pas l'usage. Il y a là une insupportable « perte sèche » ; d'autre part, il y a là une menace pour l'ordre social (la « bombe à retardement ») ; car comment une jeunesse ayant durement acquis des diplômes nationaux pourrait accepter d'être vouée à des tâches déqualifiées, voire au chômage ? Enfin, il faut en finir avec le diplôme garantie de la qualification. C'est le leitmotiv du rapport :

« Ce qui est attendu, c'est que l'écart entre les « qualifications » certifiées par l'appareil éducatif et les compétences recherchées par l'entreprise se restreigne. ». *« Il faut cesser d'identifier formation et scolarisation pour penser véritablement la construction des compétences tout au long de la vie. ».*

² Révoltes sup n° 19 Contre la Réforme Fouchet brochure du Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires. L'actuel bulletin Révoltes est le continuateur politique du Journal Révoltes de cette époque

³ Jean Boissonnat Le travail dans vingt ans 1995

La scolarisation, celle qui est assumée financièrement par l'Etat doit être réduite au maximum : « *La période de scolarisation obligatoire doit être l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics. La formation générale initiale de base qui y est dispensée est censée apporter à chacun, de l'âge de cinq-six ans à celui de seize ans le système de valeurs et le « bagage culturel » qui lui permettront de s'intégrer véritablement dans la société (...)* A la fin de cette période de scolarité obligatoire, nous proposons que chaque jeune détienne son « répertoire personnel de compétences » qui porterait trace, sous une forme à définir précisément, de capacités acquises et des activités pratiquées. ». Il s'agit bien d'un répertoire personnel et non d'un diplôme ayant une valeur collective, diplôme avec lequel il convient d'en finir comme avec « *l'idée fausse que toute professionnalité suppose de longs séjours en formation scolaire initiale et que le diplôme garantit une rente de situation et un rang incontestable dans la société.* »

On ne s'étonnera pas du fait que Sellière, le président du MEDEF dise la même chose : « *Personne ne songe à contester le rôle de l'école dans la transmission des bases théoriques et techniques. Mais ce sera de plus en plus la responsabilité des entreprises (entrepreneurs et salariés) que de construire et valider les compétences professionnelles.* ». Un des experts du CNPF, indique clairement la nécessité d'en finir avec cette définition de la qualification par le diplôme pour en venir à la réalité du poste de travail « réellement » occupé par le travailleur dans l'entreprise ce qui permet de le déqualifier automatiquement lorsque sa qualification est devenue sans usage dans les conditions nouvelles de la production. Cet expert réclame « *D'abord un retour à une explicitation du travail réel dans l'entreprise ; on ne le définit plus seulement à partir du diplôme, du niveau, mais en terme de contenu. Ensuite, il s'agira de définir comment on transforme la compétence en qualification.* ». Sur ce terrain, le MEDEF peut compter sur la compréhension et même le soutien total du gouvernement comme l'a indiqué sans ambage le ministre de la formation professionnelle dans le rapport qui porte son nom (rapport Pery) : « *Ils – les diplômés- n'ont pas vocation à tout certifier, leur valeur tenant précisément à ce qu'ils constituent le socle des connaissances et de savoir faire sur lesquels chacun peut construire des compétences valorisées sur le marché du travail.* »

Nous avons bel et bien là affaire à un programme méthodique de déscolarisation de la jeunesse et de déqualification. Ce programme ne prend pas la seule forme du combat pour expulser les jeunes du système scolaire. Il consiste aussi, si l'on peut dire, à déscolariser l'école elle même. Ainsi, formellement, on continuera à appeler lycéens ou étudiants des jeunes dont le statut réel est celui de jeunes apprentis surexploités. Dans le cadre de la charte de l'enseignement professionnel, des jeunes baptisés « lycéens » passeront près de la moitié de leur année en stage en entreprise. De même, les jeunes en BTS sont formellement considérés comme « étudiants » en alternance alors qu'en réalité ils sont en situation de jeunes travailleurs sous payés. Ainsi, la « licence professionnelle » créée dans le supérieur n'est appelée licence que par abus de langage ; et les « étudiants » inscrits dans cette licence ne sont pas des étudiants puisqu'ils passeront plus de la moitié de leur année à trimer gratuitement dans une entreprise. C'est cette situation que le rapport Boissonnat propose de généraliser de manière méthodique :

« Une façon d'établir une coopération dans la construction des compétences individuelles et collectives, socialement utiles et favorables à l'évolution du système productif est la mise en place d'une véritable alternance interactive entre l'entreprise et un centre de formation, la création d'une imbrication entre travail et formation.(...) L'objectif est que chaque jeune, après sa période de formation scolaire, trouve un employeur qui l'embauche comme « apprenti » et comme « débutant » et co-organise avec lui un parcours associant travail qualifiant et formation professionnelle spécifique. »

Il est incontestable que dans cette voie la bourgeoisie a déjà accompli des pas significatifs. Seul un analyste superficiel opposerait à ce plan de déscolarisation et de déqualification l'évolution des chiffres d'étudiants et de lycéens. D'abord il faut dire que ces chiffres ont cessé d'augmenter en valeur absolue et pas seulement pour des raisons démographiques. Ensuite il faut ajouter que, pour les raisons indiquées plus haut, la réalité sociale de beaucoup de jeunes officiellement classés parmi les « lycéens » et « étudiants » n'a rien à voir avec ce qu'on pouvait appeler ainsi, il y a ne serait ce qu'une quinzaine d'années comme indiqué plus haut. Il est intéressant par exemple de noter que si le nombre officiel d' « étudiants » continue de croître en région parisienne, dans le même temps, les facs « classiques » de Paris intra muros (Sorbonne, Censier , Jussieu) voient leurs effectifs globalement diminuer.

Le combat de la jeunesse au côté du prolétariat pour le droit aux études, la défense des qualifications, c'est le combat contre le gouvernement, pour la rupture des appareils dirigeants du mouvement ouvrier et des organisations étudiantes avec le gouvernement

« *L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne.* ». La vérité de cette formule de Lénine apparaît clairement à travers le destin que ce système réserve à la jeunesse. Le principe de toutes les réformes de l'enseignement du gouvernement Jospin Gayssot-Chevènement-Voynet-Zucarelli, c'est, à l'exception de la formation des quelques cadres dont la société bourgeoise continuera à avoir besoin et qu'elle formera à travers les « pôles d'excellence » prévus par la réforme U3 M inspirée du rapport Attali, c'est l'organisation de la déscolarisation et de la déqualification de la jeunesse, livrée à la surexploitation à travers la systématisation de l'« alternance ». Ce que tentent de camoufler les chantres de la « tendance à l'augmentation des qualifications » qui sont aussi les gardiens de la propriété privée des moyens de production, c'est qu'il n'est pas d'autre issue pour la jeunesse que de combattre pour le socialisme, combat dont le premier acte est l'abolition de la propriété capitaliste.

Mais bien entendu, le combat pour le socialisme n'est pas une abstraction idéologique. Il suppose qu'immédiatement les étudiants regroupés autour de « Révoltes » jouent leur rôle pour que s'organise le combat de la jeunesse pour mettre à bas les réformes scolaires réactionnaires du gouvernement, pour que ce dernier soit affronté et vaincu. L'obstacle immédiat rencontré par la jeunesse est le même que celui que rencontre le prolétariat sur son terrain, à savoir l'association étroite des directions du mouvement ouvrier, en particulier des directions syndicales à la mise en œuvre de ces réformes réactionnaires. Ainsi à titre d'exemple, les directions de l'UNEF et de l'UNEF-ID se sont étroitement associées à toutes les réunions de concertation pour la mise en place des « licences professionnelles » (voir tract « Révoltes »). De même aujourd'hui, dans de nombreux secteurs (Banques, Audiovisuel, Presse, Poste, Transports en commun etc.) le prolétariat tente d'engager le combat en défense de ses conventions collectives. Mais le cadre de remise en cause des dites conventions collectives, c'est la loi Aubry dite des 35 heures que les dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU et de la FEN soutiennent de toutes leurs forces. Le combat pour la construction de l'Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse est inséparable de celui pour aider étudiants, lycéens, jeunes travailleurs à briser ces obstacles.

(1) Simultanément cette tendance générale n'exclut pas le besoin du capital de travailleurs très qualifiés, en nombre limité (dans certaines branches ou pour certaines tâches, à certains moments précis) dans la mesure où ceux-ci permettent d'accroître la force productive du travail et donc d'augmenter le surtravail relatif. Cela est vrai pour des tâches qui ne sont pas strictement non qualifiées, celles qui incorporent en particulier une fraction relativement grande de travail intellectuel. Ainsi, pour une tâche donnée, un travailleur très qualifié – dùt il être payé 20% de plus – peut être source de plus value accrue s'il peut remplacer deux travailleurs moins qualifiés, ou s'il peut être attaché à une machine de maniement plus complexe mais produisant deux ou trois fois plus. Dans ce cas, une telle substitution s'inscrit dans une diminution globale du coût du travail, mais aussi d'une modification de la composition organique du capital (la part du capital correspondant aux machines, à la matière d'œuvre, aux bâtiments – capital constant – augmente par rapport à la part du capital consacrée au salaire. Or, comme le profit ne peut être réalisé que sur le dos du travailleur, une telle substitution contribue à la baisse générale du taux de profit.

D'une manière générale, parce que la croissance de la productivité du travail (à laquelle participe la qualification) amène une variation inverse de la valeur de la force de travail on arrive à un résultat en apparence paradoxal : le maintien (voir l'accroissement) à un moment donné de la qualification dans une branche particulière participe à la baisse générale de la valeur de la force de travail, dans le même sens donc que la déqualification générale, laquelle demeure en tout état de cause la tendance dominante.

On peut prendre l'exemple du transport aérien : les pilotes d'avion constituent une catégorie toute particulière de salariés, véritable aristocratie de « conducteurs de machines » dont le temps nécessaire à la formation, la qualification sont celles d'un ingénieur de haut niveau (doublées d'une habileté physique et intellectuelle particulière). Leur coût, la valeur de leur force de travail est jugé exorbitant et inacceptable par les compagnies aériennes du monde entier, qui ne peuvent aujourd'hui diminuer le temps de formation et les critères de sélection sauf à atteindre un niveau d'insécurité telle que les profits en soient menacés (étant entendu que la recherche du profit compromet déjà largement la sécurité dans les transports aériens).

Les compagnies aériennes ont donc recours à d'autres moyens ; diminuer de 3 à 2 le nombre de pilotes est l'un de ces moyens qu'autorise le développement de l'informatique et des automatismes de bord. L'augmentation de la capacité des avions (300, 400, 500 places...) en est un autre, ceci avec le même nombre de pilotes, même si la conduite de ces très gros porteurs exige davantage de qualification et un salaire plus élevé : car pour la compagnie, mieux vaut deux pilotes mieux payés dans un avion de 360 places que deux fois trois pilotes moins payés dans 3 avions de 120 places (ceci sur le seul plan du salaire). Les compagnies peuvent donc ainsi, à volume de transport égal, créer une surcapacité et engager alors le combat pour remettre en cause non la qualification, mais la reconnaissance de cette qualification, afin d'obtenir baisse nette des salaires, augmentation du nombre de rotations mensuelles, accroissement du nombre d'années de travail. C'est ce qui s'est passé par exemple dans les années 91-96, alors qu'il y avait capacité excédentaire dans le transport aérien, et excédent de pilotes. Un autre moyen employé par les compagnies vise à faire payer aux pilotes le coût de leur propre formation. Et dans le même temps se poursuivent les recherches pour développer les instruments permettant de simplifier les procédures de conduite de ces avions, afin de pouvoir recourir ultérieurement à des pilotes exigeant un moindre temps de formation, donc une moindre qualification. Car là est la tendance générale du système capitaliste.